



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-5669>

Département(s) de publication : 29

Annonce n° 25-5669

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : ESID Brest - BCRM de Brest - ESID de Brest - SAI/BAM - CC16 - 29240 - Brest cédex 9

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 13000190200308

Ville : Brest cédex 9

Code postal : 29240

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 29

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Identifiant interne de la consultation : BSTSAI_7210_7318

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mme la responsable du Bureau des Achats Métier

Adresse mail du contact : Esid-brest.resp-anim-fonct-ac.fct@intradef.gouv.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée restreinte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Les candidats éligibles peuvent déposer une candidature simplifiée. Les candidats éligibles ne souhaitant pas déposer de candidature simplifiée, qui se présentent en groupement d'opérateurs économiques, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET et les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée. En tout état de cause, une même personne ne peut présenter plus d'un candidat pour un même marché. Candidature sous forme simplifiée - Document Unique de Marché Européen (DUME) En remplacement des formulaires DC1 et DC2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission

européenne du 5 janvier 2016 et disponible sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>. Candidature hors DUME Les candidats fourniront impérativement les formulaires de déclaration suivants ou leurs équivalents : - DC1 (lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants), - DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), Formulaires téléchargeables à partir du lien www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat. - extrait Kbis de moins de 3 mois ; - attestant de pouvoirs de la personne signataire du marché et habilitée à engager la société.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ; - références sur les trois dernières années de travaux exécutés en rapport avec l'objet du marché.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 18/02/2025 à 16:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Lot 1 - 7210 - Prix : 60% - Valeur technique : 40% Lot 3 - 7318 - Prix : 60% - Valeur technique : 40%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : BSTSAI_7210_7318 - Presqu'île de Crozon - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Le présent marché a pour objet la construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface permettant de répondre aux objectifs suivants : - l'accueil d'un hélicoptère de 11 tonnes, - la refonte de l'emprise sportive existante, - la suppression des agrès de sport existants, - la création d'un accès piétons entre la piste et la circulation piétonne la plus proche. La description détaillée de l'opération est téléchargeable sur PLACE dans le projet de DCE (7210-7318_Note de synthèse-V1). Ce marché est divisé en trois lots, seuls les lots 1 et 3 sont concernés par le présent avis de publicité : - Lot 1 : 7210 - Travaux de terrassement / VRD / Génie civil - Lot 3 : 7318 - Travaux de revêtement et équipements sportifs A titre d'information, le lot 2 a pour objet "Réalisation de travaux sur installations et réseaux électriques HT/BT et travaux sur installations Systèmes Sécurité Incendie", il fera l'objet d'un marché subséquent à l'accord-cadre n°5641.

Lieu principal d'exécution du marché : Presqu'île de Crozon (29)

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot** : 7210 - Lot 1 - Travaux de terrassement / VRD / Génie civil La durée d'exécution des travaux est de 8 mois. Les variantes sont autorisées.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45110000

Lieu d'exécution du lot : Presqu'île Crozon

- **Description du lot** : 7318 - Lot 3 - Travaux de revêtement et équipements sportifs La durée d'exécution des travaux est de 6 mois. Les variantes sont interdites.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45212200

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Modalités essentielles de financement : Il sera fait application des dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191.63 du Décret n° 2018-1075 du 03.12.2018. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours. Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires de l'Etat. Il est prévu une avance. Le paiement sera effectué par acomptes mensuels. Les prix sont révisables. -----

Forme juridique : Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018, les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques. La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois si le candidat souhaite se présenter sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateurs pour l'exécution de la totalité du marché. -----

Condition particulière d'exécution du marché : Les marchés objet du présent AAPC sont dits sensibles. Le dossier de consultation de la présente procédure contiendra des documents portant la mention « Diffusion Restreinte ». Seuls les candidats ayant complété et signé l'annexe Z (téléchargeable sur PLACE dans la rubrique "Avis de Publicité : fichier joint - avis complémentaire en ligne") et admis à présenter une offre pourront se voir remettre ces documents. En conséquence, les candidats doivent signer électroniquement l'annexe Z et la joindre à leur dossier de candidature. Cette annexe Z, à compléter et à signer électroniquement par le candidat (citée supra), doit figurer de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'annexe Z. Les candidats doivent se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, accessible sur le site legifrance.gouv.fr. La signature électronique du document sera réalisée, de préférence, sur la PLate-forme des Achats de l'État (PLACE). Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 12 avril 2018. -----

Cette consultation est un APPEL A CANDIDATURES. Cette procédure est une procédure restreinte réalisée en 2 étapes : - 1 phase Candidatures - 1 phase Offres Lors de la phase candidatures, un DCE en mode "projet" est transmis aux candidats, certaines pièces étant protégées, ces dernières seront transmises lors de l'envoi du DCE en phase offre. A ce stade de la procédure, les candidats ne doivent pas remettre d'offre. C'est à l'issue de l'étape candidature, que seuls les candidats admis à soumissionner seront invités à remettre une offre. Celle-ci devra être déposée sur la PLACE avant la date qui sera indiquée dans la lettre de consultation. Toutes les candidatures devront IMPERATIVEMENT être déposées sur le portail www.marches-publics.gouv.fr. (un certificat numérique (RGS*ou** ou conditions de sécurité équivalentes) délivré par un organisme agréé est nécessaire pour ce mode de transmission). Pour les candidats retenus à l'issue de l'appel de candidatures, les documents écrits composant le dossier de consultation seront disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr à l'exception de ceux non diffusables via PLACE. -----

Négociation : Le pouvoir adjudicateur négocie avec les soumissionnaires. Cependant, il peut toutefois attribuer le marché public sur la base des offres initiales, ou intermédiaires, sans négociation. -----

Procédures de recours : Instance chargée des procédures de recours Greffe du tribunal administratif de Rennes, Hôtel de bizien - 3, contour de la motte - CS44416 - 35000 Rennes cedex - Tél : +33 299250366. E-mail : Greffe.ta-rennes@juradm.fr. Fax : +33 299636584 Introduction des recours Cette consultation peut faire l'objet d'un référé avant la conclusion du contrat dans les conditions définies à l'article L551-1 du code de justice administrative. De plus, à l'issue de la notification du marché, un recours en plein contentieux pourra être exercé contre ce dernier dans les deux mois suivant la publication de l'avis d'attribution. Cette requête peut le cas échéant être accompagnée d'un référé suspension sur le fondement des dispositions de l'article L521-1 du code de justice administrative.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 16/01/2025